

Intervention Christophe EXBRAYAT- Santé Privée

Chers camarades,

Depuis notre dernier congrès ; Notre organisation peut se féliciter des bons résultats obtenus lors des récentes élections professionnelles dans notre départementale, dans le sanitaire les EHPAD et les SMR. Ces avancées traduisent la confiance grandissante que les salariés accordent à Force Ouvrière. Nous progressons, et cela nous oblige.

Nos nouveaux élus devront s'investir dans la formation, car la professionnalisation croissante des CSE impose rigueur, maîtrise des règles et capacité de défendre concrètement les intérêts des personnels. C'est un défi que nos élus sont prêts à relever.

Cependant, si les élections nous renforcent, nos revendications dans le cadre des NAO rencontrent encore trop d'obstacles. Malgré la mobilisation, l'engagement et la motivation des équipes, les résultats obtenus restent trop faibles par rapport aux attentes légitimes des salariés.

Il est temps de rappeler une vérité simple : les tutelles, qu'elles soient sanitaires ou médico-sociales, ne répondent plus aux besoins réels des établissements. Elles n'apportent ni les moyens nécessaires aux personnels, ni la reconnaissance salariale indispensable. Cette situation n'est plus tenable.

Chers collègues,

La direction de l'hôpital St Marie parmi les plus gros employeur du département, nous annonce un déficit massif : résultat, fermeture de lits et redéploiement en ambulatoire. Une fois de plus, on réduit l'offre de soins alors que les besoins explosent.

Et pendant ce temps, le siège de l'association St Marie reprend des activités médico-sociales déjà en crise, notamment les EHPAD, où le manque de moyens est criant. C'est une fuite en avant qui nous mène droit dans le mur.

Force Ouvrière dit stop : nous exigeons le maintien des lits, des financements adaptés, et le respect des personnels et des patients. Nous ne laisserons pas sacrifier la psychiatrie et le médico-social sur l'autel de l'austérité.

Chers collègues, chers camarades,

La mise en place de la Convention collective unique étendue représente une étape majeure dans l'histoire du secteur. Son ambition est de rassembler certaines conventions collective comme la 51 la 66 les CHRS. Pour Force Ouvrière, cette évolution qui nous est imposée ,auraitpu être l'occasion d'obtenir de réelles avancées pour l'ensemble des salariés, et non un prétexte à tirer les droits vers le bas.

Notre position est claire : nous refusons tout nivellement social par le bas. Une convention unique doit être l'opportunité de renforcer les acquis, de sécuriser les parcours professionnels et de reconnaître la valeur du travail des salariés.

FO continu de revendiquer :

le maintien des garanties existantes dans les conventions actuelles, avec pour principe intangible « le meilleur des droits pour tous » ;

une revalorisation salariale réelle et durable, indispensable face à l'inflation et aux difficultés de recrutement dans nos métiers ;

la reconnaissance des spécificités des professions du secteur social, médico-social et sanitaire,

des droits collectifs renforcés, notamment en matière de formation, de congés, de pénibilité et de protection sociale.

. Nous serons la avec nos proposition chaque fois qu'il s'agira d'améliorer les conditions de travail des salariés. Mais nous serons

aussi fermes et déterminés à dire NON à toute tentative d'affaiblissement des droits existants.

.

Camarades,

Nous devons aujourd'hui revenir sur un sujet qui touche directement notre quotidien : les accords Guérini. Ces accords, devaient apporter une reconnaissance salariale , notamment à travers la revalorisation des grilles et la prise en compte des contraintes de la nuit.

Or, force est de constater que, sur le terrain, leur application reste incomplète, voire inexistante. Trop d'employeurs invoquent de faux prétextes : absence de financement, lenteurs administratives, ou encore interprétations restrictives. Pendant ce temps, les personnels, eux, continuent de subir des conditions de travail toujours plus difficiles, avec des salaires qui ne suivent ni l'inflation ni la pénibilité réelle des métiers.

Force Ouvrière dénonce fermement cette situation !

Nous refusons que des accords signés deviennent de simples promesses non tenues.

Nous refusons que le gouvernement et les fédérations patronales se renvoient la balle pendant que les salariés attendent toujours leur dû.

Nous affirmons que la reconnaissance passe par des actes concrets : l'application immédiate et complète des accords Guérini dans tous les établissements médico-sociaux concernés.

Camarades, il ne peut y avoir de deux poids, deux mesures : ce qui a été gagné doit être respecté ! Le médico-social, ne peut rester le parent pauvre des politiques publiques.

Force Ouvrière exige :

1. La mise en œuvre intégrale des accords Guérini pour tous les salariés du secteur.
2. La garantie des financements pérennes pour les structures, afin que les employeurs ne puissent plus se cacher derrière des arguments budgétaires.
3. L'ouverture de négociations complémentaires pour élargir et renforcer ces avancées.

Nous appelons les salariés à rester mobilisés et à ne pas céder au fatalisme. C'est par notre détermination collective que nous pourrons imposer le respect des engagements et obtenir de nouvelles conquêtes sociales.

Je vous remercie.

Continuons à avancer, unis, déterminés et fidèles à nos valeurs syndicales.

Vive le syndicat force ouvrières